

cipe des questions, et l'attitude prise cet après-midi par l'honorable représentant de Parkdale témoigne de sa loyauté et de sa sincérité d'intention. Si un honorable député avait proposé un autre membre que le ministre de la Défense nationale au poste de premier ministre pour remplacer le titulaire actuel, je suis convaincu que personne n'aurait été traité comme l'honorable représentant de Parkdale l'a été cet après-midi. Les reparties ont parfois été vives et j'ai trouvé déplorable d'avoir à écouter de telles discussions. Je ne suis pas en faveur de ceux qui sont toujours bruyamment applaudis, mais ici je crois qu'il faut tenir compte à l'honorable député de ne pas craindre d'exprimer des vues aussi différentes quand il croit le moment opportun de ce faire.

Je n'ajouterai qu'un mot en réponse aux observations du ministre de la Défense nationale. Il a cité les crédits de l'Angleterre. Ces crédits, certes, figuraient sur une feuille distincte et n'ont pas été consignés au hansard, comme le sont ceux que nous discutons dans le moment. Il ne faut pas oublier qu'en Angleterre, avant la guerre, on avait institué un comité d'économie nationale qui étudiait à la loupe chaque article des crédits et que, depuis le commencement de la guerre, le même comité a fonctionné, peut-être moins au grand jour, mais chaque jour, et il existe une grande différence entre ce comité et notre comité des dépenses de guerre, dont avis apparaît à la première page du *Feuilleton* d'aujourd'hui. Il porte la date du 24 février, et nous sommes au 25 mai. Ce qui veut dire que durant les trois mois derniers, ce comité ne s'est pas rassemblé, et la nomination de ce comité a été mentionnée d'abord il y a trois mois. Il existe donc une grande différence entre l'Angleterre et le Canada sous ce rapport.

En Angleterre, tous les partis sont amplement représentés sur ces comités, les articles sont étudiés l'un après l'autre, et on ne sert pas tant de leçons ou de représentations aux membres de ces comités, comme on le fait ici.

Aux Etats-Unis, les crédits sont présentés en détail. L'an dernier, j'ai présenté un exemplaire du budget des Etats-Unis. C'est un gros document, mais il n'est pas complet. J'y trouve une déclaration concernant les opérations militaires, et une autre concernant la marine:

En raison de la possibilité de changements importants dans les conditions de guerre, les crédits détaillés pour l'année financière 1944 seront soumis au Congrès comme partie du budget supplémentaire au printemps de 1943. Toutefois, un sommaire des états financiers comprend une estimation du total des crédits de guerre pour l'année financière 1944, comme aussi de ceux de 1943...

[M. Pouliot.]

Cela signifie que des crédits supplémentaires détaillés devaient être fournis ce printemps, mais ils ne nous sont pas encore parvenus. J'attire l'attention du ministre là-dessus. A propos des salaires et gages civils, pourra-t-il me dire si le colonel A. A. Magee est encore premier adjoint de l'exécutif dans son ministère?

L'hon. M. RALSTON: Le colonel Magee n'a jamais été premier adjoint de l'exécutif et il n'occupe aucun poste au ministère de la Défense nationale depuis le mois de janvier 1942.

M. DOUGLAS (Weyburn): Si je comprends bien l'entente convenue lorsque nous avons entrepris l'examen de cette résolution, nous devons repasser l'un après l'autre les articles de cette liste de crédits, alors que nous pourrions poser des questions et obtenir des réponses sur chaque article à son tour et l'adopter ensuite, comme nous faisons pour les crédits, puis passer au suivant. J'ai bien saisi certaines déclarations générales faites au début; mais, si elles se multiplient, nous ne pourrions obtenir les renseignements voulus et nous n'avancerons à rien. Je soumetts que nous devrions régler une fois pour toutes notre façon de procéder si nous voulons aboutir à quelque résultat. Avant l'adoption de cet article, je demande au ministre de nous fournir des détails sur les 3,040 fonctionnaires nommés à Ottawa afin de savoir quel est le nombre des sténographes et des teneurs de livres et quelles sont les diverses situations qu'ils occupent. Peut-être le ministre pourra-t-il nous fournir les détails de cette somme de \$5,300,715 versée en traitements et salaires à des civils. Il serait intéressant de savoir combien a été dépensé au quartier général et combien dans chaque district militaire.

L'hon. M. RALSTON: L'honorable député veut-il parler de l'an dernier?

M. DOUGLAS (Weyburn): Je parle des déboursés ainsi effectués l'an dernier.

L'hon. M. RALSTON: Si je comprends bien, l'honorable député veut avoir les détails des dépenses de l'an dernier.

M. DOUGLAS (Weyburn): Oui.

L'hon. M. RALSTON: Je regrette de ne pas posséder les chiffres exacts sous la main, mais peut-être me sera-t-il possible d'en donner une idée au comité. J'ai ici les crédits de l'année 1942-1943. L'honorable député en a-t-il un exemplaire?

M. DOUGLAS (Weyburn): Le crédit est de \$5,300,000.

L'hon. M. RALSTON: Ici, il s'agit d'environ \$4,500,000. Peut-être ceci permettra-t-il